



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 29 juillet 2021

Déclaration de M. Jean CASTEX, Premier ministre

Agen

Jeudi 29 juillet 2021

Seul le prononcé fait foi

Madame la ministre, chère Jacqueline, qui m'accompagne si souvent dans nos périple partout en France,
Monsieur le maire, cher Jean,
Monsieur le préfet,
Messieurs les députés des circonscriptions notamment de celles où nous nous trouvons,
Madame et messieurs les sénateurs,
Madame la présidente du Conseil départemental,
Mesdames et messieurs les maires,
Mesdames et messieurs les élus,
Mesdames et messieurs les directeurs,
Mesdames et messieurs chers amis.

Je voudrais rassurer monsieur le maire d'Agen en disant tout de suite, comment dire, il a dit que ma visite était même improbable, exceptionnelle. Je vais vous dire qu'au contraire, je suis très heureux. Je ne suis même, dans mes fonctions, jamais plus heureux que lorsque je vais dans les territoires de la République, dans tous les territoires de la République, au contact de mes concitoyens. Jamais plus heureux. Je suis très heureux à Paris, bien entendu aussi, dans mon bureau. Mais si je vous dis que je le suis très légèrement

moins, je crois que vous me croirez. Et bien sûr, peut-être encore plus heureux d'être dans ce Sud-Ouest qui m'a vu naître, vous l'avez rappelé, pas si loin d'ici. Pour vous dire que la route Vic-Fezensac-gare d'Agen via Le Passage, Monsieur le maire, je l'ai fait un nombre incalculable de fois pour me rendre à la capitale où je faisais mes études. Alors vous avez bien voulu citer l'un de mes collaborateurs natifs de votre beau département. Il a trouvé une magnifique citation de Sainte-Beuve, du 7 juillet 1851. Écoutez, parce que je trouve qu'elle est remarquable. Sainte-Beuve écrivait : « Il y a toute une moitié de la France qui rirait si nous avions la prétention de lui apprendre ce que c'est que Jasmin et qui nous répondrait en nous récitant de ses vers. Mais il y a une autre moitié de la France, celle du Nord, qui a besoin de temps en temps qu'on lui rappelle ce qui n'est pas sorti de son sein, ce qui n'arrive pas directement à ses oreilles. C'est pour cette classe nombreuse », poursuit Sainte-Beuve, « que je voudrais expliquer ce qu'est véritablement Jasmin, le célèbre poète agenais ». Il est là.

Et finalement, l'illustre Sainte-Beuve bien avant nous, en rendant ainsi hommage, à votre illustre compatriote, résumait un peu ce que vous avez décrit, ce que j'ai ressenti et je vous le confesse, ce n'était pas la première fois, ce que j'ai ressenti en vous recevant en janvier dernier, cher Jean, lorsque vous m'avez présenté le projet qui nous réunit ce matin et surtout son histoire.

Initiée en 1996, encore, je le dis, 1996-2021, on va bientôt considérer que c'est relativement rapide. Ce projet que j'ai initié en 1996, peut bien attendre. Agen, c'est loin, Agen, c'est loin. Et au fond, tant que les Agenais ne se plaignent pas trop bruyamment, pourquoi précipiter les choses ? Il faut d'ailleurs savoir qu'on a fait des recherches. Malgré plusieurs tentatives là aussi, inabouties, il a fallu attendre le XIXème siècle, et plus précisément, 1827, pour qu'à Agen on jette un pont sur la Garonne. Preuve que, finalement, sous tous les régimes, l'éloignement géographique du pouvoir peut pénaliser en France un certain nombre de villes et de provinces. Il arrive en effet que, vu de Paris, l'insistance des élus à faire aboutir un dossier finisse apparaître comme de la monomanie.

Il faut, je vous le dis, casser ce centralisme culturel, je veux dire dans les esprits. Vous avez raison de le dire, c'est certainement dans mes gènes. Moi qui fut un élu des territoires, un élu provincial ; je n'ai pas noté d'ailleurs, Jean, que nous ayons un accent, tout de suite. Mais je le fais aussi aujourd'hui en ma qualité de Premier ministre, d'abord parce qu'il faut respecter, comme son accent, les convictions qui ont toujours été les siennes. Je voudrais surtout vous dire, pas besoin de vous convaincre, à toutes et à tous, que je le fais,

surtout parce que je pense que c'est une condition de l'efficacité de l'État et des politiques publiques.

Nous devons nous appuyer sur nos territoires. Ils ne sont pas un handicap, une corvée pour notre pays, ils sont une chance, ils sont une chance. Regardez ce qui se passe, j'y reviendrai et nous allons y aller pour la vaccination, pour la lutte contre la crise sanitaire. Moi qui fut l'un des premiers promoteurs du couple maire-préfet, c'est bien dans les territoires que les choses se passent. Il y a des mobilisations exceptionnelles, évidemment, on parle toujours de ce qui ne marche pas bien, mais vous qui êtes là, vous savez tout ce qui se fait tous les jours et qui marche. Et c'est remarquable, et vite, et on trouve des solutions, et on se débrouille et on s'adapte. C'est la vraie vie. C'est celle-là qu'il faut encourager.

C'est précisément pour casser ce centralisme culturel que j'ai fait de tous ces dossiers d'aménagement ma priorité. Et c'est là qu'on voit, cher Jean, mais vous le savez, Mesdames et Messieurs, il n'y a pas de petits dossiers ; il y en a de coûteux, ils le sont tous, et d'ailleurs de plus en plus, à commencer par les études. S'il n'y a pas un canton et une durée d'études, ce n'est pas un grand dossier, vous le savez tous, bon. Mais il n'y a pas de petits dossiers comme il n'y a pas de petits villages. Il y a la France, dans tous ses territoires et dans toutes ses dimensions.

Et l'État, finalement, il doit être là pour vous aider, pour vous accompagner. J'allais même dire : plus le territoire est en difficulté, plus il est considéré comme reculé, que ce soit en milieu rural ou dans ce qu'on appelle les quartiers prioritaires de la ville, plus l'État doit être présent. C'est son rôle historique, finalement, de la monarchie à la République. C'est ce qui a fait la France. C'est pour ça d'ailleurs que nos concitoyens aiment l'État et qu'ils prennent tant plaisir à le brocarder. C'est de l'amour, ne vous y trompez pas, vous le savez. C'est une attente forte. Nous devons, comme ce matin, ici à Agen, et nous allons avec Jacqueline partout dans les territoires, rappeler ce message en étant au rendez-vous.

Mais Monsieur le maire a raison, il n'est pas né de la dernière pluie comme tous les maires, comme tous les élus des territoires, il y a l'amour. Mais rien ne vaut les preuves d'amour. C'est bien connu. Ça tombe bien, on a un plan de relance, parce qu'il faut relancer, j'y reviendrai, notre économie ébranlée par la crise, et le message de ma présence ici ce matin, c'est le plan de relance partout pour tous, dans tous les territoires ; partout pour tous, dans tous les territoires. Car tous ces projets que vous avez, ce ne sont pas des lubies d'élus locaux, ce ne sont pas des caprices. Il peut bien sûr y avoir ici ou là, rassurez-

vous, vous parlez à un maire de 12 ans d'ancienneté, un président de communauté de communes, j'ai siégé, Madame la présidente, 5 ans, dans un Conseil départemental, 5 ans dans une région. Il peut y avoir parfois quelques projets inconsidérés. Mais la plupart du temps, non. Vous êtes des élus en phase avec vos territoires, en phase avec vos populations, et vous avez à cœur de développer ces territoires, de répondre aux aspirations des gens. Et ces projets qui concernent donc des millions de nos concitoyens, des millions de nos concitoyens qui ne comprennent pas, comme leurs édiles, que leurs attentes, souvent de si simple bon sens, n'aboutissent jamais ou alors au bout de plusieurs décennies. Et le temps s'allonge de ce point de vue-là.

Eh bien voilà aussi pourquoi je suis là ce matin. Ce projet, j'y viens, du Pont et Barreau de Camélat consiste donc comme vous l'avez dit, à créer un contournement d'Agen par la réalisation d'un barreau routier de 3 km avec un pont sur la Garonne. Ce contournement concerne, vous l'avez rappelé, mais tout le monde ici le sait, la Route Nationale 21 que je connais très bien puisque vous le savez, elle poursuit son chemin vers le sud et traverse mon département d'origine avant d'aboutir à Lourdes. En tout cas, ce pont en troisième traversée de la Garonne à Agen, viendra ainsi relier les rives droite et gauche du fleuve comme un trait d'union entre Gascogne et Guyenne. Il permettra, vous l'avez rappelé, de décharger le pont de Pierre et celui de Beauregard, si souvent bouchés.

Donc je suis venu ce matin, c'est la preuve d'amour, vous confirmer que nous serons là, que l'État, dans le cadre du plan de relance, va débloquer. Je signerai pour en attester dans quelques instants 18 millions d'euros au service de ce projet. Je rappelle à votre attention, aux uns et aux autres, que ce financement est exceptionnel, à la fois par son montant, par le fait aussi que la maîtrise d'ouvrage soit assurée par une agglomération. Toutes les conditions après cette signature seront donc réunies pour que ce projet soit finalisé à l'horizon du tout prochain contrat État-Région tout comme je le dis, tout comme l'autre grand projet en cours sur la même RN 21, à savoir la fameuse section Croix-Blanche-Montbalen dont nous avons parlé tout à l'heure. L'objectif de l'Etat est clair, c'est favoriser ces deux projets. Ce qui me donne l'occasion de vous dire un petit mot finalement sur les routes. En sortant Monsieur le maire d'Agen et mesdames et messieurs du Lot-et-Garonne.

Nous, par l'Etat, je n'ignore rien des compétences des autres collectivités, en particulier les départements. Il nous faut réinvestir dans nos routes. Je l'affirme, je l'ai dit à plusieurs reprises depuis le début de mon mandat en particulier, mais pas seulement dans le monde rural. Je tiens à rappeler cette

donnée d'évidence, les routes accueillent 87 % des déplacements quotidiens de nos concitoyens. Nous souhaitons tous ardemment et moi le premier, développer les transports collectifs en site propre. C'est une exigence de la transition écologique. Une exigence et nous mettons beaucoup d'argent dans le ferroviaire comme jamais grâce au plan de relance. Enfin, il y a quand même encore quelques personnes qui empruntent les routes en France et ça va durer et surtout, surtout, je pense que nous devons tenir compte de ce que c'est un investissement massif et rapide qui n'est pas sans poser d'autres difficultés.

Nous, la France, l'Europe, le monde, favorisons à fond les véhicules propres, les véhicules électriques, les véhicules hybrides. Ce n'est pas la route qui est l'ennemi de l'environnement. C'est les véhicules et leurs motorisations. Donc, si nous allons vers les véhicules électriques et hybrides et vous avez vu que récemment, l'Europe a décidé d'accélérer cette transition en s'en donnant les moyens. Alors, il faut bien que nous ayons des routes qui puissent continuer à les accueillir et je veux me réjouir avec vous que dans notre pays, des véhicules électriques et hybrides, grâce aux aides que nous mettons en place, poursuivent leur progression avec une part de marché de 13 %. 13 % ce n'est pas encore assez. Ce n'est même pas beaucoup, mais la dynamique, la progression, elle, est inédite et nous devons encore l'encourager. C'est 13 %, c'est quand même presque deux fois plus qu'il y a un an. C'est dire, je dis aux parlementaires ici présents que les textes qu'ils votent ont des incidences concrètes.

Notre parc automobile doit être verdi. Nous avons attribué plus de 980 000 bonus écologiques ou primes à la conversion depuis 2017. L'année dernière, en 2020, 300 000 ménages ont reçu une aide de France Relance pour changer leur véhicule. Le cap est clair : c'est la transition écologique, c'est la décarbonation, des transports en espèce. Mais il faut que nos infrastructures suivent. Il faut que ces infrastructures suivent et nous avons dans le texte que le Sénat vient de voter sur 3DS (décentralisation, déconcentration, différenciation, simplification) nous avons prévu une disposition pour voir comment par une vague nouvelle de décentralisation des routes, nous pourrions renforcer à la fois les exigences d'intermodalité et la mobilisation de financements complémentaires pour nos routes. Je le revendique ici devant vous. Et j'ai quelques crédits pour le faire parce que je suis en général et je m'en flatte, considéré comme un avocat résolu et reconnu du ferroviaire.

Ma plus grande fierté, c'est d'avoir été le seul Premier ministre à apparaître en couverture de la Vie du Rail. Ça, je vous assure que ça m'a fait grand plaisir

parce qu'on a réinvesti le ferroviaire. Vous avez vu qu'on a rouvert des lignes de nuit, des petites lignes. Nous sommes en train comme jamais nous l'avons fait de donner des moyens au fret ferroviaire pour inverser une tendance à l'œuvre que vous connaissez parfaitement. Et merci d'avoir rappelé cher Jean, la décision récente que j'ai prise de relancer et de donner des échéances beaucoup plus concrètes à la LGV Bordeaux-Toulouse qui aura pour conséquence, vous avez cité vous-même mon annonce à hauteur de 4,1 milliards d'euros, de mettre Agen à environ 2h50, à moins de trois heures de Paris, ce n'est pas mal. Je peux vous dire, moi qui suis élu de Prades, la LGV aujourd'hui Perpignan-Paris, c'est cinq heures. Cinq heures. Moi, j'ai fait l'inauguration, pardonnez-moi, du Paris-Agen en TGV. J'ai vu la différence. J'ai connu le train couchettes et j'ai pris le train couchettes Agen-Paris, comme beaucoup ici sans doute. Non, mais il faut le dire parce que quand même, même si tout cela est long, même si tout cela est difficile, même s'il faut une volonté politique sans faille, les choses avancent. Ne nous désespérons pas. Les choses avancent.

Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice, pourvu que ce soit cohérent et c'est le cas de ce que nous faisons ici. Et vous l'avez souligné, on l'a vu dans vos graphiques, cher Jean, le Barreau de Camélat est emblématique de la complémentarité entre les modes de transport, puisqu'il permettra de desservir la nouvelle gare LGV d'Agen. Monter tous ces projets, je vous avais dit que j'ai été maire, je sais, c'est très long, très compliqué, c'est un parcours du combattant. C'est un sacerdoce, comme le sont du reste, de plus en plus les fonctions d'élus locaux ou nationaux.

Mais inlassablement, inlassablement, nous devons nous battre. Rien ne serait pire et ce n'est pas votre cas bien sûr que de baisser les bras. Cet enjeu de la mobilité que nous évoquons à l'occasion de cette signature, il a évidemment un corollaire, celui de l'accès aux services publics. Et vous l'avez dit dans votre propos, en ce moment, comment évidemment ne pas penser à l'accès aux services de santé ? Je voudrais d'abord, alors que la quatrième vague est là, exprimer ma gratitude à tous les acteurs du Lot-et-Garonne, tous les acteurs du Lot-et-Garonne, les élus, les professions de santé, les pompiers, les bénévoles, la Croix-Rouge - permettez-moi de ne pas tous les citer - qui se sont magnifiquement, Messieurs les députés, mobilisés pour la vaccination. Je pense ici avoir affaire à un public de convaincus si je leur dis que la vaccination est absolument indispensable pour sortir notre pays, que dis-je, le monde, de l'ornière. Quand vous prenez un peu de hauteur, rien ne vaut la preuve par l'exemple.

Hier, en Conseil des ministres, sur ma proposition, nous avons déclaré l'état d'urgence dans un certain nombre de territoires d'outre-mer où la situation est, je vous le dis, dramatique. Ils sont rétifs à la vaccination. Le système sanitaire est en conséquence extrêmement impacté. Il y a vraiment une différence nette, visible. C'est la preuve par l'exemple des différences entre les populations qui se vaccinent et celles qui ne se vaccinent pas. Je voudrais avoir une pensée pour ceux qui sont rétifs ou opposés à la vaccination, tout est sans doute respectable, Mesdames et Messieurs, pour tous ces pays du monde, regardons-les quand même un peu, qui eux, rêveraient de se vacciner, mais qui n'y ont pas accès, et où évidemment la pandémie fait des ravages. Je pense que ça devrait aussi nous appeler à une forme d'humilité et de solidarité. Ils n'ont pas les moyens, et s'ils manifestent, ce n'est pas pour dire non au vaccin, croyez-moi. C'est une question de survie, de vie ou de mort.

Donc raison de plus, ici, dans le Lot-et-Garonne comme ailleurs, de saluer la mobilisation qui a été la vôtre. Et je vais aller, bien sûr, c'est symbolique, visiter le centre de vaccination du Centre des congrès, dont votre député, cher Michel, que je salue, m'a à plusieurs reprises vanté l'organisation exemplaire. Je veux aller le dire, à tous ceux qui sont là cet été. Ils préféreraient pour certains partir en vacances, eux aussi. Mais non, ils sont là, sur le pont, et ce n'est pas tout à fait fini, comme vous l'avez vu. Mais la vaccination progresse. Vous connaissez les chiffres, je ne vais pas les redire. C'est bien, il faut continuer. Et je le dis puisque j'ai devant moi le directeur général de l'ARS, les élus du territoire, et les acteurs, tout le monde doit être vacciné. C'est une affaire entendue. La priorité des priorités reste encore et je suis sûr qu'il y en a même en Lot-et-Garonne, même à Agen, ceux de nos concitoyens, on va dire, âgés de plus 50 ans qui ont ce qu'on appelle des comorbidités, diabète, un peu d'obésité, et qui n'ont pas encore été vaccinés. Ceux-là, avec la contagiosité du fameux variant Delta, s'ils contractent la maladie, la probabilité qu'ils aillent à l'hôpital d'Agen, étape suivante de mon périple, est très forte, très forte, sans doute beaucoup plus forte que celle d'un jeune de 25 ou 30 ans. Donc vraiment, c'est une priorité, parmi les priorités, ce sont ces personnes dites très vulnérables, c'est-à-dire qui ont des possibilités de développer, comme on dit, des formes graves de la Covid.

Maintenant, ça veut dire qu'il faut aller les chercher. Je vous invite à aller les chercher parce que si, depuis que la vaccination a commencé, elles ne sont pas venues, c'est soit qu'elles n'ont pas les moyens de le faire, soit qu'elles ne sont pas informées, soit qu'elles ont peut-être quelques inquiétudes ou réticences. Donc, il faut aller à leur rencontre, avec les professionnels de santé, pour les vacciner au plus vite. Notre rôle collectif, celui du Gouvernement, Mesdames et Messieurs, c'est bien sûr de faire face à cette

crise sanitaire. Ça ne veut pas dire qu'on oublie le reste. Mais c'est évidemment notre première exigence. Nous nous y employons tous ensemble. Mais je crois que ce qu'attendent nos concitoyens, et ce qui est aussi notre devoir, c'est le plus rapidement possible d'en tirer des enseignements plus structurels.

Et évoquant le service de santé, je dois vous dire que c'est ce que nous avons déjà commencé à faire. C'est ce qu'on a appelé le Ségur. C'est quoi le Ségur ? Il y a 3 volets, je vais les simplifier devant vous. Voilà, notre système de santé général, hospitalier en particulier, n'a pas bénéficié dans les années passées, et les personnels qui y travaillent, de suffisamment de moyens. Il perd son attractivité bien qu'étant d'une qualité exceptionnelle, bien que le dévouement des agents y soit sans pareil. Nous devons remettre de l'argent d'abord au service des personnels, recruter davantage. Je rappelle quand même que c'est sous ce mandat que le numerus clausus pour les médecins a évolué de façon très significative. Là, cette année, le nombre de places offertes dans les IFSI et les IFA, c'est-à-dire dans les écoles d'infirmiers et d'aides-soignants n'a jamais été aussi élevé. Jamais. C'est vrai qu'il faut les former, tous ces gens. Bon, ça prend un peu de temps. Mais nous avons réamorcé la pompe, nous avons payé mieux un nombre très élevé de professionnels. Ça nous coûte 9 milliards d'euros, à la nation, pour rendre attractif ces métiers. Il n'est pas sûr que ça suffise, mais il fallait réamorcer fortement la pompe. Il y a le volet des personnels, parce que l'hôpital, ce sont d'abord des femmes et des hommes.

Il y a le volet immobilier. Je vais y revenir pour l'hôpital d'Agen et les autres du Lot-et-Garonne. Pour les plus anciens d'entre vous, ils ont connu le plan Hôpital 2007, le plan hôpital 2012. On a investi dans l'hôpital. On fait quelque chose qui est plus du double du plan Hôpital 2007 et Hôpital 2012 réunis. On réinvestit dans les femmes et les hommes, on réinvestit dans les murs. Et puis, je vais aller à UPSA pour dire qu'il faut aussi réinvestir, évidemment, dans la recherche, dans l'innovation, et dans la fabrication, en France, de nos produits de santé, de nos thérapies, de nos médicaments. On était premiers il y a 20 ans, on est quatrième aujourd'hui, il faut enrayer tout ça. Donc, notre devoir, ce n'est pas simplement de faire face à l'urgence, à la crise qui évolue, qui s'adapte, ces variants, c'est aussi de tirer très vite les enseignements structurels. C'est la vertu des crises que celle-ci a mis en évidence, voilà. Vous parlez d'UPSA, moi, je suis comme mes concitoyens, j'ai vécu comme un traumatisme l'affaire de Sanofi Pasteur. Dans Sanofi Pasteur, il y a Pasteur. Pasteur, il est déjà bien agacé, sans doute, par ceux qui considèrent que la vaccination est un danger. Il doit se retourner dans sa tombe. Mais dans Sanofi Pasteur, il y a aussi le fait que nous n'ayons pas été au rendez-vous de

la course au vaccin, très mal vécu... Il faut agir au niveau français et au niveau européen. C'est une question de souveraineté.

Donc, je disais que je vais me rendre à l'hôpital d'Agen. Vous l'avez dit et rappelé. Donc, je leur dirais ou plutôt je vous dis ce matin que nous allons grâce au Ségur de la santé, reprendre, Monsieur le directeur général de l'ARS, la dette de l'hôpital d'Agen à hauteur de 9,9 millions d'euros, j'aurais pu dire 10, mais ce n'est pas mal. C'est un effort particulièrement important, inédit de soutien à l'investissement puisqu'évidemment, si vous soulagez la dette d'un établissement, il va pouvoir retrouver des marges pour investir. Mais nous allons faire mieux, puisque ce même hôpital est en train de finaliser, vous le savez, la deuxième phase de sa modernisation après la rénovation de son plateau technique et de son bâtiment de soins techniques qui s'est achevée en avril dernier. Je vous annonce que l'État accompagnera également ce projet dès qu'il sera arrivé à maturité. Je ne peux pas encore vous annoncer le montant parce que le projet n'est techniquement pas mûr, mais vous pouvez noter ici l'engagement public ferme de l'État pour cette deuxième phase. J'ajoute que je suis à Agen mais que ces reprises de dettes, ces subventions d'investissement et ce soutien général concerneront également les hôpitaux et les EHPAD de Marmande et de Nérac.

Autre volet majeur, je le disais tout à l'heure, celui de l'innovation, de la recherche et de la souveraineté sanitaire de notre pays. Je l'ai dit, on n'a pas été tout à fait à la hauteur, je pense en particulier au sujet des vaccins, en vous rappelant que ces difficultés viennent de loin avec, là aussi sans doute, des décennies de sous-investissement en recherche, des liens distendus entre tous les acteurs et le résultat, un recul en matière de production. Je le disais tout à l'heure, nous sommes aujourd'hui au quatrième rang alors que nous étions premiers il y a 20 ans. Alors, nous avons commencé à inverser cette tendance avec un réinvestissement dans la recherche, sur la loi recherche, avec un plan d'innovation en santé 2030 qui a été présenté par le président de la République fin juin et qui prévoit 7 milliards d'euros pour réinvestir ce domaine. Le but est clair : il faut que la France soit le premier écosystème européen sur l'innovation en santé. C'est un objectif très ambitieux et très clair et très ferme que nous nous donnons. Nous allons investir dans les domaines d'avenir, les biothérapies, la santé numérique, les maladies émergentes, nous allons lancer de nouveaux clusters de recherche en santé, développer des unités de production en France et au niveau européen.

Pardon, une minute de plaidoyer pour l'Europe. Nous sommes très favorables. Tout ça, ce sont des enjeux de souveraineté. Le plan de relance et le plan d'investissement qui va le compléter et qui sera annoncé à la rentrée sera

tout entier tourné vers la souveraineté industrielle et économique de notre pays. Je le disais tout à l'heure, c'est l'un des enseignements mais pour nous Mesdames et Messieurs, la souveraineté ce n'est pas le repli sur soi. Ce n'est pas les barrières et la souveraineté de la France, elle passe aussi par la souveraineté de l'Europe et je peux vous dire que nous préparons la présidence française de l'Union européenne qui va débiter le 1^{er} janvier prochain et que ces questions de souveraineté et d'investissement en santé seront au cœur de cette présidence française avec des résultats concrets.

J'en profite pour dire, puisque je parlais de vaccination, là aussi, on va prendre un peu de recul. Qu'est-ce qu'on n'a pas entendu sur les commandes groupées coordonnées par l'Union européenne. Vous voyez combien ce virus circule. L'Europe non seulement est dans les pays de tête parmi les gens vaccinés. On a cité souvent les Anglais, les oppositions. On entend moins ces critiques, c'est curieux ! Ces commandes groupées, elles ont permis de plaider pour l'Europe, de faire en sorte que, dans une pandémie, si vous avez des pays qui sont vaccinés les uns à 20 %, les autres à 60 %, comme le virus circule, vous avez tout faux. Et le pays qui est à 60 % est obligé de se refermer. La grande force de l'Europe avec ses commandes groupées, regardez bien, c'est que tous les pays de l'Union sont dans un mouchoir de poche, voilà, par exemple comme on a remis le paquet sur la vaccination.

L'essentiel, on n'est pas en compétition, au contraire. Je m'efforce de vous dire que la force de tout ça, si vous voulez que les gens circulent, retrouver une vie, il faut qu'on soit à peu près au même niveau. Et ces commandes groupées sous l'égide de l'Union européenne en matière de vaccination ont été, je vous le dis et je le revendique, un succès, un succès, voilà ! Et ceux qui ont fait cavaliers seuls n'en tirent pas forcément les bénéfices qu'ils en attendaient. Parce que, voyez-vous, le virus, il n'a pas de frontières. Vous le savez, il n'en a pas. Il n'en a pas. Bref, c'est aussi pour cela que j'ai voulu me rendre sur le site historique d'UPSA, laboratoire fondé à Angers en 1935 par le docteur Camille BRU. Nous ne pouvons pas abandonner la production sur notre sol de produits essentiels à la santé de nos concitoyens. Nous ne pouvons plus être dépendants de productions lointaines et incertaines. C'est aussi, je le rappelle, un enjeu en termes d'emplois industriels dans nos territoires.

Avec 1 200 salariés, UPSA est un employeur majeur de l'agglomération et du département. Afin de favoriser le maintien de ces emplois sur votre territoire, le Gouvernement a décidé de stabiliser le prix du Paracétamol jusqu'au 31 décembre 2024. C'est un sujet majeur, en contrepartie de quoi UPSA s'est engagé à soutenir le projet Seqens et à se fournir auprès de l'usine française.

Cet engagement réciproque et patriote, pourvoyeur d'emplois pour votre territoire et donc contribuera à l'attractivité d'Agen.

Agen, je le dis au passage parce que c'est aussi un des ADN de notre politique, fait partie, Monsieur le maire, de ces villes moyennes que nous voulons conforter. Pourquoi ? Eh bien, tout simplement parce qu'elles offrent un équilibre, une qualité de vie aux habitants, tout simplement. On voit bien que ce rééquilibrage au profit de ces territoires correspond à des aspirations profondes de nos concitoyens. Là aussi, il faut scruter ce que la crise nous enseigne. Ce retour vers l'équilibre, vers le rural, il existait déjà chez nos voisins, mais je suis absolument convaincu, quant à moi, que la crise l'a conforté et l'a accéléré.

Il nous appartient donc, nous, responsables politiques, d'y répondre. Et c'est le sens de l'action que conduit ma très chère ministre de la Cohésion des Territoires, Action Cœur de ville pour les plus petites villes de demain. Nous réinvestissons tout ce champ d'action publique. Nous réinvestissons ce champ de l'action publique, et je le répète, pour cela, vous avez besoin de l'État, un État qui évolue, un État qui se déconcentre, Monsieur le préfet, un État, chère Jacqueline, qui portait en ce moment même un projet en ce sens, je l'ai évoqué, qui va investir dans les territoires, un État qui fait confiance aux territoires, à tous les territoires, à tous les territoires. J'ai employé une formule, Madame et Messieurs les parlementaires, dans ma déclaration de politique générale. C'est il y a un peu plus d'un an. Ça me paraît une éternité. Bon. J'ai dit : nous devons réarmer les territoires. J'ai employé cette formule, et en particulier, je le dis ici à Agen, j'ai pris des décisions avec mes ministres concernant l'échelon départemental. Autre enseignement de la crise, on a besoin d'un échelon régional. Bon. Je suis de ceux, je ne m'en suis jamais caché, qui ont marqué une forme de scepticisme, je l'ai affirmé à Colmar, vis-à-vis de ces très grandes régions. Donc, pour vous dire la vérité, je ne suis pas certain qu'elles aient conforté le faire régional, encore une fois, qui est nécessaire dans notre pays. Mais ce qui est certain, c'est que collectivement, nous avons trop déshabillé l'échelon départemental. Mais la crise l'a démontré, on a besoin d'un échelon de proximité. Voilà. Vous savez, il y a ce qu'on appelle, entre parenthèses, « un débat de spécialistes », l'administration territoriale de l'État, c'est-à-dire les services de l'État en dehors de la sécurité, l'Éducation nationale, c'est vrai qu'ils sont évidemment des services publics majeurs de l'État, mais qui concourent au rôle du préfet développeur, du préfet accompagnateur. J'ai fait le calcul qu'en une quinzaine d'années, cet échelon départemental de l'administration territoriale de l'État a perdu 35 % de ses effectifs. 35 %. Alors, j'ai pris, vous

allez voir, de très lourdes décisions mais vous ne savez pas le combat que cela représente.

Déjà, cette année 2021, c'est le premier budget que j'ai eu la responsabilité de présenter devant le Parlement à la fin de l'année dernière. On a stoppé la baisse. Et dans le budget de 2022 dont j'ai signé hier soir les fameuses lettres plafonds, qui sera donc délibéré par le Conseil des ministres en septembre avant d'être soumis à la représentation nationale, j'ai décidé d'une reprise à la hausse. J'ai fait ce que j'ai pu, parce qu'il faut quand même être raisonnable dans la tenue de nos comptes publics par ailleurs fortement impactés par la crise, mais j'ai tenu symboliquement à ce que nous repartions à la hausse s'agissant des effectifs de l'État à l'échelon départemental.

Je vous le dis et je vous le dis encore une fois pas pour vous être agréable, encore que, mais parce que j'ai, un, la conviction que nous avons le devoir, sinon les Français nous en voudront, de tirer toutes les conséquences de ce qui s'est passé ces derniers mois. Pas simplement d'y faire face, mais d'essayer d'en sortir renforcés, donc, éclairés par l'expérience, et deuxièmement, je l'ai déjà évoqué parce que je pense que c'est une condition de l'efficacité dans la conduite des politiques publiques. La proximité, la proximité. Voilà ! Je commence à avoir quelques heures de vol, tout ce qui est grand, mutualiste, etc. Non, non, ce n'est pas vrai. La sociologie, même américaine, pays libéral s'il en est, avait établi une conclusion sans faille. Plus c'est gros, moins ça marche. Nous devons revenir à une action publique de proximité. C'est tout le sens de l'action que nous conduisons avec Jacqueline GOURAULT. Et évidemment, nous le faisons avec les élus, je l'ai dit, les élus de la République.

Ne croyez pas toujours tout ce qu'on dit. J'entends dire ici ou là qu'il y aurait dans la gestion de la crise ou ailleurs, des dissensus entre les collectivités territoriales et l'État. Bien sûr qu'il y a des différences. Bien sûr que le bon maire que je fus n'en a jamais assez. Mais la réalité, c'est que d'abord, nous n'avons jamais autant, chère Jacqueline, contractualisé avec les associations d'élus, contractualisé la relance avec les régions, les départements, désormais les EPCI, via les contrats de relance et de transition écologique qui sont d'actualité, je le dis aux maires qui sont ici présents. Et quand je vois partout, vous savez, je me déplace sans arrêt, sans arrêt, j'ai été en Haute-Marne, en Haute-Saône, en Vendée, la fois d'avant, j'ai été à Bayonne.

Bref, je vois très bien quand même que sur le terrain, les élus et les représentants de l'État travaillent, il peut y avoir des désaccords, c'est normal, ça fait avancer le débat. Mais je pense que nous avons ensemble, chevillée au corps, la conviction que nous devons être au rendez-vous de l'attente de nos

concitoyens. Et nous devons l'être, je le dis, pas simplement sur le terrain des idées ou des grands projets, nous devons l'être de manière concrète. Je suis venu vous entretenir de cette question fondamentale ce matin du lien entre les territoires, de la politique d'aménagement. J'ai parlé d'accès aux soins, de réindustrialisation. Mais on n'attend pas simplement que nous parlions.

Nous devons agir concrètement, déployer des moyens comme on le fait avec le plan de relance, montrer la présence de l'État à vos côtés pour aider vos territoires à améliorer la vie quotidienne de nos concitoyens. Et je leur dis, du fond du cœur vraiment, d'abord et peut-être avant tout, au-delà des actions qui sont indispensables pour administrer la preuve de notre utilité et de notre efficacité, leur dire la considération qui est la nôtre pour tous ses habitants, partout où qu'ils soient. Chacun a un rôle à jouer dans la République. Chacun mérite la considération de l'État, que j'ai l'immense honneur de représenter aujourd'hui. C'est aussi le sens de nos déplacements, de mes déplacements, partout dans les territoires de la République. En cela, je le dis, je pourrais le dire ailleurs, Jean, mais je le dis en particulier ici, Agen et l'agenais sont exemplaires, finalement, de cette France qui n'a pas besoin de nous pour avoir des idées et pour se bouger, ça, ce serait de la condescendance. Non. Partout, des gens savent faire, il faut leur faire confiance. Cette France qui a seulement besoin qu'on lui donne les moyens de relever les défis économiques, démographiques, sociologiques qui sont les siens, car cette chance, je vous le dis ici à Agen, encore une fois je pourrais le dire partout, mais nous sommes fiers d'être à Agen ce matin, je sais que les Agenaises et les Agenais, derrière leurs élus, derrière leur maire et sous le regard de leurs illustres ici honorés, je suis persuadé, mais vraiment persuadé, que cette chance vous la saisissez.

Je vous remercie.